

Être signés

stances, notamment wallonnes

Hongrie attendent un débat parlementaire. L'Allemagne réclame une discussion ministérielle formelle avant de conclure - c'est « un point sensible pour Gabriel », nous dit-on. Bulgarie et Roumanie ne digèrent toujours pas de ne pas bénéficier d'une exemption de visa au Canada, comme les autres Etats membres de l'UE. Et certains s'interrogent sur l'impact du... Brexit : l'accord négocié avec le Canada l'est aussi au nom du Royaume-Uni. Et si demain Londres largue les amarres ?

Le sommet avec le Canada aura-t-il lieu ? « On n'en est pas à la première surprise en ces matières », rappelle-t-on du côté des récalcitrants au Parlement européen. Le précédent de l'Acta, un accord commercial anti-contrefaçon, coulé en dernière ligne droite par le Parlement européen, est dans les mémoires. Dans ces rangs (clairsemés) des opposants, on juge que « le Ceta, c'est le cheval de Troie du TTIP, assène Marie Arena, seule eurodéputée belge (PS) à

siéger dans la commission Commerce international du PE, lequel aura à ratifier l'accord une fois signé. Voilà 30 ans que le Canada est associé avec les Etats-Unis dans l'Alena et des milliers d'entreprises US sont établies au Canada tandis que 80 % des entreprises américaines en Europe ont aussi des filiales au Canada. Il y a donc de vrais enjeux avec le Ceta, même si le TTIP ne devait jamais voir le jour ! »

Cheval de Troie ? « J'espère bien, réplique notre source officielle, car ce serait bien si les Etats-Unis acceptaient tout ce que les Canadiens nous ont lâché. Les Canadiens ont accepté notre nouveau modèle d'arbitrage des différends entre investisseurs et Etats, désormais avec des juges indépendants, un système d'appel, des garde-fous contre des plaintes injustifiées, etc. » « Même si quelques modifications vont dans le bon sens, comme l'introduction d'un mécanisme d'appel ou un code éthique pour les arbitres, l'ADN (du nouveau système par rapport à l'ancien, NDLR) reste le même », maintient pourtant Arena. Fin de la semaine dernière, c'était au tour des syndicats... canadiens de se fendre d'une déclaration commune, à l'adresse du gouvernement libéral de Justin Trudeau : « Nous exhortons le gouvernement à ne pas ratifier le Ceta. Cet accord menace nos services publics, notre système de santé et nos emplois ».

Les deux parties s'apprêteraient désormais à apporter des « clarifications » juridiques à l'accord, mais sans renégocier. Cet été, le patron de la DG (direction générale) Commerce à la Commission, le Français Jean-Luc Demarty, aurait fait savoir que « si le Ceta ne passe pas, c'est la fin de la politique commerciale européenne, si pas des autres politiques ». Chaud ! ■

PHILIPPE REGNIER

MANIFESTATION MARDI

10.000 personnes attendues

Les organisateurs du rassemblement jugent qu'une « victoire citoyenne » est à portée de main, en tout cas sur le TTIP. Les opposants ont réussi à imposer leur message dans le débat. « Ils ont très largement gagné le débat », reconnaît, sous couvert d'anonymat, une source officielle, dépitée. C'est un tour de force si l'on se rappelle la belle unanimité des Etats membres (gouvernement Di Rupo de l'époque compris) lors du lancement des négociations, il y a trois ans. Les partisans de ces accords estiment que la parole des experts, des mandataires, n'a plus l'oreille d'une société en crise, bousculée, secouée : dans ces conditions, le commerce international, l'ouverture à l'étranger voire l'argent, font figure d'épouvantail... Et ces militants, aux vues tranchées, sont très bien organisés. Champions de la mobilisation. On attend ainsi plus de 10.000 participants à la manifestation de ce mardi, qui bloquera la rue de la Loi dès 16 heures. Les organisateurs espèrent un impact limité sur la circulation : le gros du trafic à cette heure-là est plutôt « sortant »...

PH.R.

La trêve en Syrie ne tient plus qu'à un fil

PROCHE-ORIENT Les tensions sont vives entre Moscou et Washington

La trêve en Syrie ne tenait dimanche qu'à un fil après les frappes de la coalition contre l'armée syrienne dans l'est et les premiers raids depuis une semaine à Alep, qui risquent de rallumer le principal front du conflit. Cette dégradation survient alors que le ton est brutalement monté entre les deux parrains de la trêve, la Russie et les Etats-Unis, qui s'accusent mutuellement de faire capoter le cessez-le-feu.

Le raidissement s'est accru samedi après les bombardements de la coalition conduite par les Etats-Unis qui ont fait au moins 90 morts à Deir Ezzor (est), selon un bilan établi de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH)

La coalition a reconnu avoir bombardé ce qu'elle pensait être une position de l'EI, avant de mettre fin à l'opération dès que Moscou l'a prévenue qu'il s'agissait de troupes syriennes.

La Russie a appelé Washington à mener une enquête complète. « Les actions des pilotes s'ils, comme nous l'espérons, n'obéiraient pas à des ordres de Washington, vont de la négligence criminelle au soutien direct aux terroristes de l'Etat islamique (EI) », a déclaré dimanche le ministère russe des Affaires étrangères.

Pour la conseillère du président syrien Bachar al-Assad,



Le conflit s'éternise, mais la vie continue : des enfants s'amusent dans un parc d'attraction... souterrain dans la banlieue de Damas.

© EPA

Bouthaina Chaabane, « ce raid était délibéré. Tout était prémédité. Daesh était au courant et quand il a avancé, les raids se sont arrêtés », a-t-elle affirmé.

L'ambassadeur de Syrie auprès de l'ONU, Bachar Jaafari, présente au Venezuela pour le sommet des non-alignés, a, lui, accusé les Etats-Unis de vouloir « faire capoter la trêve ».

Le raid de la coalition est « un mauvais présage » pour le maintien de l'accord américano-russe en Syrie, a affirmé l'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine.

Les djihadistes ont profité du raid pour avancer, sur la stratégie mont Thourda, qui domine

l'aéroport de Deir Ezzor tenu par le régime. Et selon une source militaire syrienne, un avion de l'armée a été abattu par l'EI et le pilote tué.

L'armée tentait dimanche de reprendre les positions prises la veille à Deir Ezzor par l'EI (un acteur de la guerre pas concerné par la trêve).

Premières frappes contre Alep

A ce regain de tension, s'ajoutent les quatre premières frappes contre des quartiers rebelles d'Alep (nord) depuis l'entrée en vigueur lundi de la trêve. L'OSDH a fait état d'un mort et plusieurs blessés sans préciser

qui a mené ces frappes.

« La situation est particulièrement tendue aujourd'hui (dimanche) à Alep (...) le nombre de bombardements des groupes rebelles contre les positions militaires gouvernementales et les quartiers résidentiels augmentent », a pour sa part accusé le porte-parole du ministère de la Défense russe Igor Konashenkov.

L'absence de l'aide humanitaire prévue dans l'accord représente une autre menace pour la trêve. Faute de garanties de sécurité suffisantes, des camions de l'ONU remplis de nourriture et de médicaments restaient bloqués dans une zone tampon à la frontière turque.

Le chef djihadiste du Front Fateh al-Cham (ex-Front al-Nusra avant l'annonce de sa rupture avec Al-Qaïda), Abou Mohammad al-Jolani, a prévenu samedi soir « que ni son organisation, ni les rebelles n'accepteraient que le siège d'Alep continue ».

Les accrocs à la trêve se sont multipliés ces derniers jours. Et dimanche, deux barils explosifs largués par des hélicoptères de l'armée ont tué neuf personnes dans une région rebelle de la province méridionale de Deraa.

Les violences ont fait 10 morts parmi les civils dimanche, soit la journée la plus sanglante pour la population depuis le début de la trêve, selon l'OSDH. (afp)

22544710



TEST ACHATS

Pas de diminution des prix

« Tout d'abord, les allégations selon lesquelles le traité générerait une diminution des prix ne sont aujourd'hui pas démontrées. Ensuite, l'occasion d'apporter des bénéfices concrets pour les consommateurs tels qu'une meilleure information en cas d'achats ou de litiges transfrontaliers, ou encore la fin des pratiques de géo-blocage, n'a pas été saisie. Enfin, le mécanisme "d'arbitrage privé" ou "ICS" demeure inacceptable pour Test-Achats qui appelle donc au rejet du texte dans son état actuel ».

LA PREMIÈRE

SOYEZ CURIEUX

6h
MEHDI
KHELFAT

9h
JÉRÔME
COLIN

12h
FABIENNE
VANDE MEERSSCHE

16h
WALID

17h30
ARNAUD RUYSSSEN



INFO • CULTURE • DÉBAT • HUMOUR • INFO

VOUS EN REPRENDREZ BIEN UNE TRANSCHE?

www.lapremiere.be

Suivez-nous en FM, DAB et sur



RTBF.be radio